



**CNRS-INSERM
INRIA-IRD-INED
IFSTTAR**

LE 9 OCTOBRE 2012, MANIFESTONS POUR L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

La situation de l'emploi est inquiétante dans la recherche

L'emploi précaire dans la recherche n'en finit pas de croître

A l'Inserm, les non titulaires (hors les doctorants) atteignent officiellement 42% des effectifs. Au CNRS, le chiffre est près de 30%. Il n'est pas acceptable que cette situation se pérennise. De graves problèmes humains en découlent et les équipes sont déstabilisées. Il faut mettre fin aux mécanismes qui génèrent la précarité de l'emploi: appels d'offres de l'ANR et des Investissements d'excellence, politique de recrutement tardif sur postes de titulaires. Il faut recruter jeune dans toutes les catégories, par exemple, dans les 2 à 3 ans après l'obtention de la thèse pour les chercheurs.

Force est de constater que le Ministère n'engage pas une politique de résorption de l'emploi précaire dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR). Il freine l'application la loi du 13 mars 2012 qui pourtant concerne peu de personnes par rapport à la masse des non titulaires.

Pour les jeunes, les métiers de la recherche ont perdu beaucoup de leur attractivité

Les métiers de la recherche attirent de moins en moins les jeunes. Pas vraiment surprenant, quand on observe, le chômage des jeunes scientifiques, leur précarité et la faiblesse des rémunérations et des carrières pour la grande majorité des salariés de notre secteur. Les carrières des scientifiques doivent être revalorisées dans le public et dans le privé.

Le budget 2013 de la recherche publique n'augmentera pas les emplois de titulaires ni leur attractivité.

Dans un contexte de rigueur pour l'ensemble du service public, le périmètre recherche publique du ministère sera dotée en 2013 d'un budget quasi constant : +1,2% avec une inflation estimée à 1,6%. Nous restons loin de l'objectif de rattrapage des moyens des labos et de la perspective du plan de titularisation. Si les plafonds théoriques d'emplois ne bougent pas, la masse salariale sera encore insuffisante pour intégrer les nombreux CDD sur fonction pérenne.

Si l'emploi public stagne et l'emploi privé diminue, les entreprises continuent à bénéficier de l'aubaine fiscale du Crédit Impôt Recherche (CIR).

Cette aubaine fiscale de 5,3 milliards, qui représente 1,5 fois le budget du CNRS toutes ressources confondues, n'amène pourtant pas les entreprises à investir plus dans la recherche. Au contraire. L'exemple de Sanofi est éclairant. Cette multinationale à base française réduit les emplois dans ses laboratoires depuis plusieurs années alors qu'elle reçoit chaque année 130 millions d'euros de CIR. Cet été, Sanofi a annoncé la fermeture de ses centres de recherche de Montpellier et de Toulouse avec 900 suppressions d'emplois.

Il serait plus utile de transférer le CIR vers les laboratoires publics et développer des coopérations effectives entre laboratoires publics et laboratoires industriels.

Le gouvernement Hollande poursuit les réformes de Sarkozy.

Ces réformes (pacte pour la recherche, LRU, Investissements d'Excellence, etc.) mettent l'ESR à la botte du ministère et du patronat en privant les établissements des moyens indispensables à un réel développement de la Science et de la Formation. Nous revendiquons l'abrogation de la LRU, la fin des Idex et de leurs Fondations de Coopération Scientifique (FCS). Il faut une véritable rupture politique qui relance le rôle des EPST et restaure la démocratie.

Les Assises de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche entretiennent l'illusion d'un débat démocratique sur l'avenir de l'ESR.

Elles sont programmées pour réunir des cercles restreints d'experts choisis par le ministère et le patronat, en offrant un strapontin aux organisations syndicales. Les personnels doivent exprimer leurs revendications avec suffisamment de force pour qu'elles ne soient pas purement et simplement ignorées.

L'emploi et la recherche sont des enjeux pour le développement économique.

Pour la CGT, il n'y a pas de développement économique possible dans un désert d'emploi. C'est pourtant ce que va engendrer l'austérité planifiée dans le traité européen. Les prévisions donnent 300 000 chômeurs de plus, en France, en 2013 alors qu'il y a déjà officiellement 3 millions de chômeurs et 6 millions de salariés en situation de sous emplois et de précarité.

C'est un des enjeux de la négociation interprofessionnelle sur la sécurisation de l'emploi qui débutera en octobre et sur laquelle les manifestations du 9 octobre pèseront.

L'industrie structure l'activité économique

Un emploi dans l'industrie génère 3 emplois en sous-traitance qui permettent, par la consommation des salariés, d'alimenter l'économie, donc l'emploi.

La perte de l'industrie alimente donc les suppressions d'emplois directs et indirects.

Il faut des droits nouveaux aux salariés pour :

- suspendre les licenciements et contraindre les entreprises à des alternatives à ceux-ci ;
- intervenir et conditionner toutes les aides publiques à la croissance des salaires et au développement de l'emploi;
- stopper les suppressions d'emplois et créer de nouveaux postes dans la

L'industrie et les services induits emploient 4 millions de salariés : plus de 35 % du PIB.

L'industrie a besoin de services publics : éducation - formation, santé, recherche, transport, communication, équipement, énergie, eau...

Développement industriel = relance économique = services publics de qualité !

Pas de services publics sans industrie = hôpitaux, routes, transports, technologie, recherche, innovation...

L'industrie qui tue, qui use, qui fatigue : c'est vrai ! Pour redonner envie aux jeunes d'y travailler, il faut reconnaître, revaloriser, qualifier, sécuriser, améliorer le travail dans l'industrie.

fonction publique et les services publics ;

- assurer une représentation des salariés à tous les niveaux de décision pour contrebalancer le pouvoir des actionnaires.

Et si on parlait du coût du capital ?

Le débat sur la compétitivité se réduit le plus souvent au « coût du travail », rendu responsable de la crise. L'objectif étant de faire pression sur les salaires, de déréglementer le marché du travail et de transférer les cotisations vers la solidarité et les ménages pour financer la protection sociale.

Le travail n'est pas un coût mais le seul levier de création de la richesse par les salariés

Or, sur 100 euros de profits, 25 vont aux actionnaires.

Diviser par deux les dividendes libèrerait 120 milliards d'euros en France pour les investissements productifs, la création d'emplois, le financement de la protection sociale et la diminution du déficit de l'État.

Ce qui coûte, c'est la stratégie et les choix de gestion des entreprises faisant des salariés une variable d'ajustement mais aussi qui amputent les efforts nécessaires d'anticipation, de formation, de recherche et d'innovation.

Pour relancer l'industrie et l'emploi, mobilisons nous le 9 octobre 2012.

**ADMINISTRATIFS
CHERCHEURS
INGENIEURS
TECHNICIENS**

**THESARDS
REJOIGNEZ UN SYNDICAT**
*Inter-catégoriel
Indépendant
Démocratique
Unitaire*

J'adhère au S.N.T.R.S-C.G.T

NOM :

Prénom :

Corps et grade :

Adresse du labo ou service :

Téléphone :

Fax:

Courrier Electronique :